

INONDATIONS

Face à l'aggravation des inondations, repenser l'affectation des terres et des sols

Depuis plusieurs semaines, des inondations dévastent de nombreuses régions du monde. En Inde, le bilan officiel fait état de près de cent cinquante morts et de millions de sinistrés. En Afrique de l'Ouest, une quarantaine de personnes sont mortes et 130 000 auraient été affectées. En Haïti, les inondations et coulées de boue consécutives au passage des tempêtes tropicales Fay, Hanna, Gustav et Ike ont provoqué la mort de plusieurs centaines de personnes et en ont touché près d'un million d'autres. La Grande-Bretagne et le Vietnam ont également été frappés, mais dans des proportions moins importantes.

Au-delà des pertes humaines, les conséquences sont multiples : destruction d'habitations, d'infrastructures, de récoltes, diffusion de maladies hydriques comme le choléra, déplacements de populations... "De nombreuses personnes perdent leurs moyens de subsistance. Elles sont contraintes de quitter leur lieu de vie et de vendre tous leurs biens ou d'emprunter de l'argent, simplement pour se nourrir, explique Colin Green, du Centre de recherche sur les inondations, basé à l'université du Middlesex, en Grande-Bretagne. Elles peuvent mettre des années à se remettre, voire ne pas se remettre du tout." D'autant plus que les personnes touchées, qui résident dans des zones vulnérables où le prix du logement est bas, sont également les plus pauvres.

Les inondations sont chaque année plus nombreuses, et cette évolution devrait se poursuivre. En 1990, le Centre de recherche sur l'épidémiologie des désastres (CRED) en avait dénombré une soixantaine, contre plus de 200 en 2007. Pour cette dernière année, elles ont provoqué 8 500 morts, affecté 177 millions de personnes et ont causé des pertes évaluées à 17 milliards d'euros.

Plusieurs facteurs expliquent cette tendance, en premier lieu le changement climatique. "Le cycle de l'eau est la partie la plus sensible du système climatique, explique Andras Szöllösi-Nagy, chef du programme hydrologique de l'Unesco. Sous l'effet du réchauffement des températures, il pourrait être en train d'accélérer."

Les conséquences de ce phénomène sur la distribution des précipitations sont discutées au sein de la communauté scientifique, mais un consensus se dégage sur la probabilité de subir plus fréquemment des pluies intenses, et donc des inondations. Parler de crue décennale ou centennale n'a plus de sens, proclament les hydrologues.

D'autres évolutions augmentent les risques. Le bétonnage des sols lié à l'urbanisation et la déforestation accentuent le ruissellement des eaux. Les pratiques agricoles intensives peuvent entraîner une imperméabilisation des sols. "La capacité du milieu naturel à stocker l'eau a diminué", résume Jakob Granit, de l'Institut international de l'eau de Stockholm. Et sous l'effet de la croissance démographique, les zones inondables sont de plus en plus peuplées, ce qui augmente l'impact des catastrophes.

"La protection contre les inondations doit être renforcée", affirme M. Szöllösi-Nagy. Comment faire face ? "Il faut mieux contrôler l'affectation des terres : planifier l'extension des villes et la localisation des

industries en fonction des risques", répond Avinash Tyagi, directeur du climat et de l'eau à l'Organisation météorologique mondiale (OMM). Les infrastructures peuvent également être adaptées : habitations et routes peuvent être surélevées, par exemple.

La création de réservoirs souterrains et de barrages est également souhaitable. "Il y a eu un grand mouvement d'opposition aux barrages, poursuit M. Tyagi. C'est dommage. Ils ne constituent qu'une partie de la solution, mais ne doivent pas être écartés." Leur bénéfice est double : ils permettent de contrôler les crues et de stocker l'eau qui fera défaut pendant les périodes sèches. "L'Europe exploite son potentiel de stockage des eaux à hauteur de 70 à 80 %. En Afrique, ce chiffre n'atteint que 5 ou 10 %", remarque M. Granit.

Le reboisement de sols nus, la végétalisation des toits, la généralisation de revêtements perméables dans les villes permettraient en outre de limiter le ruissellement. Enfin, la planification des procédures à suivre en cas d'inondation est essentielle. "Les gens doivent être prévenus le plus vite possible et savoir à l'avance ce qu'ils doivent faire, affirme Avinash Tyagi. Cuba a mis en place une procédure efficace, contrairement à Haïti, ce qui explique l'écart dans les pertes subies."

Le principal obstacle à la prévention est le manque d'argent. "Tout dépend du niveau de développement, remarque Salif Diop, du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Pour se préparer, il faut des moyens et de l'espace."

L'intérêt pour le sujet fait trop souvent défaut. "Il y a un manque de volonté politique, confirme M. Tyagi. Les gouvernements ont des priorités plus immédiates à gérer. Et les populations vulnérables, pauvres et peu éduquées, n'ont pas un poids politique suffisant pour se faire entendre."

Gaëlle Dupont

Article paru dans l'édition du 16.09.08 (LE MONDE)